

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANK AUDI FRANCE S.A.

Société Anonyme au capital de 56 873 350 €
Siège Social : 73 avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris
315.768.176R.C.S. Paris.

A. — Principes comptables et méthodes appliqués.
(Exercice clos le 31 décembre 2023.)

I. — Bilan publiable au 31 Décembre 2023.
(En Euros)

Actif	Notes	2023	2022
Caisse, banques centrales, C.C.P.	1	275 159 078	221 138 435
Créances sur les établissements de crédit	2	399 106 048	302 866 254
Opérations avec la clientèle	3	330 257 432	372 045 309
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	95 968 117	106 905 362
Actions et autres titres à revenu variable	5	818 186	978 169
Participations	6	557 203	493 547
Immobilisations incorporelles	7	548 550	459 872
Immobilisations corporelles	8	432 893	422 680
Autres actifs	9	11 277 335	7 213 522
Comptes de régularisation	10	1 792 201	2 381 977
Total actif		1 115 917 042	1 014 905 126

Passif	Notes	2023	2022
Dettes envers les établissements de crédit	11	7 224 480	6 273 615
Opérations avec la clientèle	12	986 847 473	907 335 247
Autres passifs	13	8 732 476	665 207
Comptes de régularisation	14	5 124 790	3 085 497
Provisions	15	7 415 000	7 380 000
Fonds pour risques bancaires généraux	15	6 472 802	6 472 802
Capital	16	56 873 350	56 873 350
Réserves	16	5 513 199	5 310 611
Report à nouveau	16	21 306 209	17 457 034
Résultat de l'exercice	16	10 407 263	4 051 763
Total passif		1 115 917 042	1 014 905 126

Hors-bilan	2023	2022
Engagements donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	37 124 636	33 966 933
Engagements de financement en faveur Ets de crédit		
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	27 116 065	16 254 321
Engagements de garantie en faveur Ets de crédit	275 495	582 012
Engagements sur titres		
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements de garantie reçus de la clientèle		
Engagements de garantie reçus Ets de crédit	452 489	2 343 897
Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat publiable au 31 décembre.
(en Euros)

	Notes	2023	2022
Intérêts et produits assimilés	17	49 112 003	21 717 545
Intérêts et charges assimilées	18	-10 733 964	-3 143 287
Revenus des titres à revenu variable			45 120
Commissions (produits)	19	5 577 599	6 368 913
Commissions (charges)	19	-598 357	-564 079
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	20	1 980 385	2 068 510
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	21	2 786 236	-6 264 175
Autres produits d'exploitation bancaire	22	79	
Autres charges d'exploitation bancaire	22	-30 812	-46 636
Produit net bancaire		48 093 169	20 181 909
Charges générales d'exploitation	23	-17 109 683	-12 987 274
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-322 567	-252 878
Résultat brut d'exploitation		30 660 920	6 941 757
Coût du risque	24	-11 711 991	-1 241 157
Résultat d'exploitation		18 948 929	5 700 600
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			-209
Résultat courant avant impôt		18 948 929	5 700 391
Résultat exceptionnel	25	-5 789	
Impôt sur les bénéfices	26	-8 535 877	-1 648 628
Dotations/reprises du FRBG			
Résultat net		10 407 263	4 051 763

III. — Annexe aux états financiers.

A. — Introduction

Les états financiers sont préparés en accord avec la réglementation applicable en France aux établissements de crédit, conformément aux dispositions du règlement 2014-07, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) (articles 1111-1 à 1124-61).

Les états financiers de l'exercice 2023 ainsi que le rapport de gestion du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de Bank Audi France sont à la disposition du public, gratuitement et sur simple demande par téléphone au 01 53 83 50 00 ou par courrier à l'adresse suivante :

Bank Audi France
73 avenue des Champs-Élysées
75008 Paris.

Les comptes de Bank Audi France, filiale à 100% de Bank Audi SAL, dont le siège est situé Place Bab Idriss - Beyrouth 2021 8102 - Liban, sont intégrés dans les comptes consolidés de sa maison mère selon la méthode de l'intégration globale.

B. — Principales méthodes d'évaluation.

Les principales méthodes comptables adoptées par Bank Audi France sont les suivantes :

Opérations en devises. — Les créances et dettes libellées en devises étrangères sont réévaluées en euros sur la base des cours de change en vigueur aux dates d'arrêtés. Les charges et produits sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur le jour de leur comptabilisation.

Prêts à la clientèle et dépréciations. — Les prêts accordés à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Cette valeur est diminuée au fur et à mesure des remboursements en capital. Les prêts achetés sur le marché secondaire sont enregistrés à leur prix de revient. Les écarts entre la valeur nominale d'origine et le prix de revient (décotes ou surcotes) sont lissés sur la durée de vie des prêts.

Concernant le traitement comptable du risque de crédit, Bank Audi France applique les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement 2014-07 de l'ANC.

Les principales catégories de créances sont les suivantes :

— Créances saines : Sont qualifiées de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

— Impayés : Sont qualifiées d'impayées les échéances de toutes natures impayées pendant un délai inférieur ou égal à trois mois, six mois ou neuf mois (selon la nature de la contrepartie, voir ci-dessous).

— Créances restructurées : Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sains si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Les encours restructurés à des conditions hors marché sont identifiés dans une sous-catégorie spécifique des encours sains jusqu'à leur échéance finale. Tout abandon de principal ou d'intérêts, échu ou couru, est constaté en perte au moment de la restructuration. Tout écart d'intérêt futur, par référence aux conditions de marché au jour de la restructuration si ces dernières sont inférieures aux conditions initiales, et par référence aux conditions initiales dans le cas contraire, fait l'objet, pour son montant actualisé, d'une décote au moment de la restructuration, enregistrée en coût du risque ; cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt. Si le débiteur, après un retour en encours sains, ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Bank Audi France définit les créances restructurées comme étant des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

— Créances douteuses : Le statut de créance douteuse peut provenir soit d'un déclassement automatique conformément à la réglementation en vigueur (créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois pour tout type de crédit et le crédit-bail immobilier, plus de six mois pour les crédits immobiliers et plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales), soit d'un déclassement manuel à la suite d'un événement judiciaire (redressement, liquidation...), d'un litige ou de la survenance d'un incident mettant en péril le recouvrement de la créance (détérioration notable de la situation financière du débiteur avec incapacité patente de respecter les engagements pris vis-à-vis de la Banque).

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par "contagion" un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution. Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, la Banque examine les conséquences de cette défaillance au niveau du groupe et apprécie la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe.

Reclassement d'un encours douteux en sain : conformément aux articles 2211-1 à 2251-13 du règlement 2014-07 de l'ANC, le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Parmi les encours douteux, Bank Audi France distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

— Créances douteuses compromises : Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

— Créances douteuses non compromises : Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

— Dépréciations : Les dépréciations pour créances douteuses sont enregistrées en fonction des risques de non-recouvrement des sommes en capital dues par les clients. Elles sont déterminées dossier par dossier et font l'objet d'un examen détaillé trimestriel. Elles sont inscrites à l'actif en diminution des crédits concernés. La dépréciation en capital est enregistrée dans le poste "coût du risque" du compte de résultat.

— Intérêts sur créances douteuses : Les intérêts sur créances douteuses sont provisionnés à 100%. Les provisions constituées et les reprises impactent directement la marge nette des intérêts.

— Pertes : Les encours douteux compromis sortent du bilan pour passage en perte au plus tard lorsque les droits de la Banque en tant que créancier sont éteints.

— Méthodes de prise en compte des instruments de réduction des risques : Les principaux instruments de réduction des risques sont les hypothèques, les dépôts nantis dans les livres de la Banque, les nantissements et garanties bancaires reçus. Concernant les hypothèques, l'évaluation du bien se fait tous les trois ans par un expert indépendant.

La Banque utilise un système de notation commun au Groupe. Cette notation permet de déterminer la probabilité de défaut de chaque débiteur et de déterminer la perte potentielle en cas de défaut. La segmentation principale retenue fait apparaître les catégories suivantes : commercial / immobilier / particuliers.

Risques pays et provisions. — Ces risques sont analysés périodiquement, en tenant compte des garanties constituées au profit de la Banque et en prenant en compte le critère de résidence des clients. La provision évaluée est enregistrée au passif du bilan. Il est vérifié que le plafond de déductibilité fiscale n'est pas dépassé pour le pays concerné, auquel cas les dotations excédentaires sont réintégrées dans le résultat fiscal de la Banque.

Titres en portefeuille détenus pour compte propre. — Les titres que la Banque détient pour compte propre sont enregistrés dans deux catégories :

— Titres d'investissement : comme précisé aux articles 2311-1 à 2391-1 du règlement 2014-07 de l'ANC, ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie titres de placement avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement précité. Ils ne sont pas évalués au prix du marché, sauf s'il est constaté une dégradation importante de la qualité de crédit de l'émetteur.

— Titres de placement : ce même règlement précise qu'il s'agit des titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction (détention à court terme) ni parmi les titres d'investissement.

Les titres de placement sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement précité. Ils font éventuellement l'objet d'une provision pour dépréciation pour ajustement à leur valeur de marché.

Cette provision reflète les moins-values constatées en fin d'exercice sans tenir compte des plus-values pouvant exister sur d'autres titres (sauf s'ils sont regroupés dans un même ensemble homogène).

Les cours sont ceux fournis par les opérateurs de place. Lorsque ces derniers ne sont pas en mesure de communiquer un cours fiable, celui-ci est déterminé grâce aux modèles internes du Groupe.

Lorsque les titres à revenu fixe sont acquis ou souscrits à un prix différent de leur valeur de remboursement, la différence (décote ou surcote) est rattachée de manière actuarielle aux résultats imposables au taux de droit commun sur la durée de vie résiduelle des titres.

— **Titres de participation** : Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition et dépréciés en fonction des valeurs d'usage.

Transactions entre parties liées. — L'absence d'informations relatives aux transactions effectuées avec des parties liées qui n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché est justifiée par le fait que les transactions effectuées par Bank Audi France avec des parties liées sont exclues de la liste des transactions concernées par cette obligation, en accord avec les dispositions du règlement ANC 2014-07.

Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Elles sont amorties selon les méthodes et durées estimées d'utilisation suivantes :

— Immobilisations d'exploitation acquises depuis le 01/01/2005 :

Immobilisations incorporelles :

– Progiciels : 3 ans mode linéaire (coût de la licence et des développements supplémentaires).

– Logiciels bureautiques : 3 ans mode linéaire (coût de la licence à l'achat - les coûts de maintenance et de renouvellement sont comptabilisés en charges).

Immobilisations corporelles :

Mobilier et matériel de bureau :	10 ans mode linéaire,
Matériel informatique :	3 ans mode dégressif,
Agencements et installations :	10 ans mode linéaire,
Véhicules :	5 ans mode linéaire,
Objets d'art :	non amortis.

Les actifs de la Banque ne sont pas décomposables, d'après la définition de la réglementation.

Résultat sur opérations de change. — Les différences entre, d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de change, opérée conformément au paragraphe (a) Opérations en devises ci-dessus, et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur de position de change sont portées au compte de résultat.

Commissions – produits. — Les commissions payables à échéance qui se rapportent à une période de prestation déterminée sont étalées sur la durée de la prestation. Elles sont constatées en produit à recevoir jusqu'au jour du règlement.

Les commissions payables d'avance telles que les commissions sur garanties émises par la Banque d'ordre de sa clientèle sont lissées en résultat sur la durée de vie de la garantie émise. Elles sont constatées en produits perçus d'avance jusqu'à la date d'échéance de la garantie.

Les commissions se rapportant à des opérations ponctuelles (opérations de guichet, frais de dossier...) sont enregistrées directement dans le compte de résultat.

Impôt sur les sociétés. — Cet impôt a été calculé conformément aux règles fiscales en vigueur. Aucun impôt différé n'a été constaté dans les comptes.

Engagements de retraite. — Au 31/12/2023, le montant de l'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière s'élève à 190 928 € charges patronales incluses.

Les paramètres suivants ont été pris en considération pour l'évaluation actuarielle de l'engagement au 31/12/2023 :

- taux de charges : 48,50 %
- table de survie : table INSEE 2018-2020
- âge de départ à la retraite : 65 ans
- taux de rotation du personnel : 15 %
- taux d'actualisation : 3,88 %
- taux de revalorisation : 1,50 %

La Banque a retenu l'option de ne pas provisionner ses engagements de retraite et avantages similaires.

C. – Faits marquants.

Néant.

D. – Evénements post-clôture.

Néant.

Note 1. – Caisse, banques centrales, CCP

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Caisse	328	553
Comptes à la Banque de France	274 831	220 586
Total	275 159	221 138

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	2023		2022	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires débiteurs	164 270		172 736	
Comptes et prêts interbancaires		231 797		129 094
Autres prêts				
Sous-total	164 270	231 797	172 736	129 094
Créances rattachées	719	2 320	503	533
Total	164 989	234 117	173 239	129 627
Total général (1)	399 106		302 866	

Note 3. – Actif - Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2023		2022	
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Créances commerciales	8 923		8 923	4 000
Autres concours à la clientèle :				
Crédits	252 744		252 744	279 908
Valeurs non imputées				
Comptes ordinaires débiteurs	83 217	16 158	67 060	86 805
Sous-total	344 883	16 158	328 726	370 713
Créances rattachées	1 532		1 532	1 332
Total (1)	346 415	16 158	330 257	372 045
(1) Dont créances éligibles au refinancement de la Banque Centrale : 0,00 €				

Note 3. (suite). – Répartition des encours clients par zones géographiques.
(En milliers d'Euros.)

Zones géographiques	Encours sains	Encours restructurés conditions du marché	Encours restructurés hors conditions du marché	Encours douteux	Encours douteux compromis	Total
France	75 970			859		76 829
Belgique	5 023			233		5 255
Grande-Bretagne	15 055			7		15 062
Grèce	9 947					9 947
Autres pays OCDE	2 769					2 769
Total OCDE	108 764	0	0	1 099	0	109 863
Arabie saoudite	10 846					10 846
Cameroun	7 217					7 217
Centrafrique	4 832					4 832
Chypre	7 588			1 322		8 910
Côte d'Ivoire	11 985					11 985
Emirats arabes unis	52 374			1 217		53 591
Guinée	4 474			310		4 783
Liban	100 665					100 665
Monaco	6 094					6 094
Autres pays Hors OCDE	11 379			92		11 472
Total HORS OCDE	217 453	0	0	2 942	0	220 395
Total 2023	326 217	0	0	4 040	0	330 257
Total 2022	362 783	2 992	0	6 270	0	372 045

— Dépréciation sur encours douteux et compromis hors provisions pour risques pays :

Zones géographiques	Stock au 01/01/2023	Variation nette	Stock 31/12/2023
France	153	-132	21
Belgique	0	557	557
Etats-Unis d'Amérique	1 075	2 622	3 697
Grande-Bretagne	2	1	3
Portugal	4	0	4
Total OCDE	1 233	3 048	4 281
Arabie saoudite	2 029	1 772	3 801
Chypre	0	3 170	3 170
Emirats arabes unis	0	2 924	2 924
Guinée	0	1 035	1 035
Jordanie	399	217	615
Liban	353	-21	331
Total HORS OCDE	2 780	9 096	11 877
Totaux	4 013	12 144	16 157
Créances douteuses brutes	10 283	9 915	20 198
% Créances douteuses provisionnées	39,03%		80,00%

NB : Un stock de provisions pour risques pays de 7.300 K€ figure au bilan au 31/12/2023

— Résultat net sur encours douteux et compromis dépréciés :

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Dotations dépréciations créances douteuses clientèle	-11 766	-1 265
Pertes sur créances douteuses clientèle	-30	-6 534
Reprises de dépréciations sur créances douteuses clientèle	48	6 557
Net	-11 748	-1 241

Note 4 a. – Portefeuille titres à revenus fixes cotes sur un marché organisé.

(En milliers d'Euros)	2023				2022			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Prix de revient		90 302	9 045	99 347		94 609	18 688	113 296
Créances rattachées		457	52	509		579	54	632
Total		90 759	9 097	99 856		95 187	18 741	113 929
Dépréciation		3 888		3 888		7 023		7 023
Net		86 871	9 097	95 968		88 164	18 741	106 905
Moins-values latentes (1)								
Plus-values latentes (1)								

(1) Entre prix de revient et valeur de marché hors coupons courus.

Note 4 b. – Répartition des titres à revenus fixes selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	Portefeuille	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Obligations émises par des organismes publics et assimilés						
State of Qatar	Placement	4 544		4 665		9 209
Saudi International Bond	Placement			9 380		9 380
US T Bills	Investissement	9 045				9 045
US T Bills	Placement		8 879			8 879
Total 2023		13 589	8 879	14 045		36 513
Total 2022		18 724		29 081		47 805
Autres émetteurs						
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	Placement		2 290			2 290
BPCE	Placement			2 291		2 291
FAB Sukuk Company Ltd	Placement			9 171		9 171
Goldman Sachs	Placement			9 284		9 284
QNB Finance Ltd	Placement			4 606		4 606
Royal Bank of Canada	Placement			1 361		1 361
Bank of Nova Scotia	Placement			1 365		1 365
JP Morgan Chase	Placement			10 873		10 873
E.I. du Pont de Nemours	Placement			3 643		3 643
Sumitomo Mitsui	Placement			8 952		8 952
Anz New Zealand Intl UK	Placement			8 996		8 996
Total 2023			2 290	60 543		62 833
Total 2022				65 490		65 490

Note 5. – Actions et autres titres à revenus variables non cotés sur un marché organisé.

(En milliers d'Euros)	2023 (1)			2022 (1)		
	Transaction	Placement	Total	Transaction	Placement	Total
Prix de revient		936	936		999	999
Total		936	936		999	999
Dépréciation		118	118		21	21
Net		818	818		978	978
Moins-values latentes						
Plus-values latentes						
(1) Au cours de l'exercice, aucun transfert d'une catégorie vers une autre n'a été effectué.						

Note 6. – Titres de participation non-cotés sur un marché organisé.
(En milliers d'Euros)

Titres non cotés	2023			2022		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Etablissements de crédit						
Autres entreprises à caractère financier	557		557	494		494
Entreprises à caractère non financier	9	9	0	9	9	0
Sous-total	566	9	557	503	9	494
Total	566	9	557	503	9	494

Note 6 (suite). – Liste des filiales et participations non cotées sur un marché organisé.

(En Euros)	% Capital Détenu	Capitaux Propres	Résultat 2023	Valeur nette Comptable
Participations inférieures à 10% :				
Swift	4 parts	NC	NC	0
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution		NC	NC	557 203
Total				557 203

Note 7. – Immobilisations incorporelles.

(En milliers d'Euros)	01/01/2023	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Autres variations	31/12/2023
Valeur brute :					
Frais d'établissement					
Logiciels informatiques	2 748	304			3 053
Immobilisations en cours					
Total	2 748	304	0	0	3 053
Dotation aux amortissements et aux dépréciations :					
Frais d'établissement					
Logiciels informatiques	2 289	216			2 504
Total	2 289	216	0	0	2 504
Valeur nette comptable	460				549

Note 8. – Immobilisations corporelles.

(En milliers d'Euros)	01/01/2023	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Autres variations	31/12/2023
Valeur brute :					
Agencements, installations et autres immobilisations Corporelles	2 961	117			3 078
Immobilisations en cours					
Immobilisations hors exploitation (1)	0				0
Total	2 961	117	0		3 078
Dotation aux amortissements et aux dépréciations :					
Agencements, installations et autres immobilisations Corporelles	2 538	107			2 645
Immobilisations en cours					
Immobilisations hors exploitation (1)	0				0
Total	2 538	107	0		2 645
Valeur nette comptable	423				433
<i>(1) Biens reçus en dation de paiement.</i>					

Note 9. – Autres actifs.

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Fonds de garantie des dépôts et de résolution	341	303
Fonds de Résolution Unique	263	205
Etat impôts et taxes	491	981
Dépôts et cautionnements	282	265
Avoirs chez correspondants	764	762
Appels de marges	9 136	4 692
Autres débiteurs divers		6
Total	11 277	7 214

Note 10. – Comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Comptes d'ajustement sur devises et opérations de hors-bilan	29	15
Charges constatées d'avance	592	593
Produits à recevoir		
Autres comptes de régularisation	1 171	1 775
Total	1 792	2 382

Note 11. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	2023		2022	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	7 224		6 274	
Comptes et emprunts				
Sous-total	7 224		6 274	
Dettes rattachées				
Total	7 224		6 274	
Total général	7 224		6 274	

Note 12. – Comptes créditeurs de la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2023		2022	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial				
Dettes rattachées				
Total				
Autres comptes créditeurs :				
Comptes ordinaires de la clientèle	538 731		558 082	
Comptes créditeurs à terme		446 720		348 790
Valeurs non imputées et autres sommes dues				
Dettes rattachées		1 396		463
Total	538 731	448 117	558 082	349 253
Total général	986 847		907 335	

Note 13. – Autres passifs

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Fournisseurs	37	106
Etat, impôts et taxes	7 065	239
Participation des salariés	1 391	80
Fonds non réclamés	240	239
Total	8 732	665

Note 14. – Comptes de régularisation.

	2023	2022
Compte d'ajustement devises		
Produits constatés d'avance	241	107
Charges à payer	3 761	2 730
Autres comptes de régularisation	1 122	249
Total	5 125	3 085

Note 15. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	01/01/2023	Dotations	Reprises (1)	31/12/2023
Autres provisions sur :				
Etablissements de crédit	0			0
Clientèle	0			0
Risques pays Liban	7 300			7 300
Provisions diverses	80	35		115
Total	7 380	35	0	7 415
(1) Dont utilisées : 0				

Note 15 (suite). – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	01/01/2023	Dotations	Reprises	31/12/2023
Provision	6 473			6 473

Note 16. – Capital et réserves.

(En milliers d'Euros)	2022	+	–	2023
Capital souscrit (1)	56 873			56 873
Réserve légale	2 565	203		2 767
Réserves statutaires et contractuelles	2 746			2 746
Report à nouveau	17 457	3 849		21 306
Résultat	4 052	10 407	4 052	10 407
Total	83 693	14 459	4 052	94 100
(1) Le capital est divisé en 3 729 400 actions entièrement souscrites de 15,25 € chacune				

Proposition d'affectation du résultat 2023.

	(En euros)
Résultat net de l'exercice	10 407 263,10
Report à nouveau bénéficiaire	21 306 208,68
Total à répartir	31 713 471,78
Réserve légale	520 363,16
Report à nouveau	31 193 108,63
Dividendes	0,00
Total affecté	31 713 471,78

Note 17. – Intérêts et produits assimilés.

(En milliers d'Euros)	2023			2022		
	Ets de crédit	Clientèle	Obligations/ autres titres à revenu fixe	Ets de crédit	Clientèle	Obligations/ autres titres à revenu fixe
Intérêts sur Banques Centrales	8 025			742		
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	6 248	6 097		2 184	5 047	
Intérêts sur comptes et prêts	9 536	16 871		1 973	9 731	
Autres intérêts et produits assimilés	14	70		6	84	
Intérêts sur valeurs reçues en pension						
Intérêts sur créances douteuses	5	951		11	408	
Dotation des intérêts	-5	-737		-11	-396	
Reprise provisions sur intérêts		158			17	
Intérêts sur titres de placement			1 220			1 141
Intérêts sur titres d'investissement			266			283
Produits sur opérations de hors- bilan	1	393		4	493	
Total	23 824	23 803	1 486	4 909	15 384	1 425
Total général	49 112			21 718		

Note 18. – Intérêts et charges assimilées.

(En milliers d'Euros)	2023		2022	
	Ets de crédit	Clientèle	Ets de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs			752	
Intérêts sur comptes et emprunts		10 732		2 385
Autres intérêts	2		5	1
Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial				
Total	2	10 732	757	2 386
Total général	10 734		3 143	

Note 19. – Commissions.

(En milliers d'Euros)	2023		2022	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	4	201	3	224
Opérations avec la clientèle	4 805		5 645	
Prestations de services financiers :				
Opérations sur titres		28		8
Commissions sur activités d'assistance et de conseil				
Prestations diverses de services financiers	769	370	721	332
Total	5 578	598	6 369	564

Note 20. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	2023		2022	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Gains sur opérations de change et arbitrage	1 980		2 069	
Net des gains et pertes	1 980		2 069	

Note 21. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement & assimilés.

(En milliers d'Euros)	2023		2022	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Plus et moins-values de cession				
Dotations et reprises pour dépréciation s/titres de placement	2 885	99	49	6 313
Sous-total	2 885	99	49	6 313
Net des gains et pertes	2 786		-6 264	

Note 22. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	2023		2022	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits divers d'exploitation bancaire				
Charges diverses d'exploitation bancaire		31		47
Produits accessoires et charges refacturées				
Total	0	31	0	47

Note 23. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Salaires et traitements	6 514	5 400
Charges de retraite	646	516
Participation et intéressement des salariés	1 391	80
Autres charges sociales	2 634	2 002
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	347	165
Total frais de personnel	11 531	8 163
Impôts et taxes	470	182
Services extérieurs (1)	5 109	4 643
Total autres frais administratifs	5 579	4 824
Total	17 110	12 987
(1) Dont honoraires des commissaires aux comptes au titre de leur mission de contrôle des comptes : 139		

Note 24. – Coût du risque.

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Dotations aux provisions sur engagements de hors-bilan		
Dotations aux dépréciations pour risque clientèle	-11 766	-1 265
Dotations aux provisions pour risque pays		
Dotations aux provisions pour risques divers	-35	
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	-25	-6 534
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions	-5	
Reprises de dépréciations sur créances douteuses en capital	48	6 557
Reprises de provisions pour risques pays		
Reprises de provisions pour risques de hors-bilan et divers		
Récupérations sur créances douteuses amorties	71	
Total	-11 712	-1 241

Note 25. – Résultat exceptionnel

6 K€ payés au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

Note 26. – Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Bénéfice comptable avant impôt sur les sociétés	18 943	5 700
Différences temporaires	13 844	560
Différences permanentes	364	312
Bénéfice fiscal	33 150	6 572
Impôt sur les sociétés - taux d'impôt courant	-8 288	-1 643
Impôt sur les sociétés - contribution additionnelle	-248	-29
Crédits d'impôt sur les sociétés		24
Impôt sur les sociétés	-8 536	-1 649

Résultat courant avant impôt	18 949
Charge d'impôt / résultat courant avant impôt	8 537
Résultat exceptionnel	-6
Charge d'impôt / résultat exceptionnel	-1
Total charge d'impôt	8 536

Le taux de l'IS servant de base au calcul de l'imposition de la période est de 25%, conformément à la loi de finances en vigueur.

Note 27. – Variation des bases d'impôts différés ou latents.

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Charges non déductibles temporairement :		
C3s	63	21
Rémunérations administrateurs		
Provisions clients	14 969	3 251
Participation des salariés, bonus et charges afférentes	2 954	871
Produits imposés non encore comptabilisés		
Total	17 986	4 142
Eléments à imputer		
Déficits reportables fiscalement		

Note 28. – Effectif moyen.

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Techniciens de la Banque	20	19
Cadres de la Banque	36	35
Cadres "hors classification"	6	6
Total	62	60

Note 29. – Informations concernant les entreprises liées.

(En milliers d'Euros)	2023					2022
	Entreprises liées		Participations		Total	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné		
Hors-bilan						
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit						
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	275				275	582
Total des engagements donnes	275				275	582

Note 30. – Répartition des emplois et des ressources selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs :					
Créances sur les établissements de crédit	172 023	59 774			231 797
Créances sur la clientèle	42 920	38 859	88 604	91 284	261 667
Total 2023	214 943	98 633	88 604	91 284	493 464
Total 2022	150 696	65 154	99 591	97 562	413 002
Passifs :					
Dettes sur établissements de crédit					
Comptes créditeurs de la clientèle	376 976	68 336	1 408		446 720
Total 2023	376 976	68 336	1 408		446 720
Total 2022	282 607	64 364	1 793	25	348 790
Hors-bilan :					
Engagements de financement en faveur de la clientèle	28 067	8 630		428	37 125
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit					
Total 2023	28 067	8 630		428	37 125
Total 2022	29 352	4 352		263	33 967

Note 31. – Rémunérations.

	2023
Organes d'administration	600
Organes de Direction	1 232

Avances et crédits accordés pendant l'exercice aux membres des organes d'administration : néant.

Note 32. – Résultat par action.

Le résultat par action s'élève à 2,79 €, contre 1,09 € en 2022.

Il est calculé en divisant le résultat net après impôt sur les sociétés par le nombre d'actions (3.729.400).

Note 33. – PNB par pays de résidence.

	2023	2022
Liban	11%	34%
France	37%	13%
Europe	21%	13%
Mena	18%	20%
Autres	13%	20%

B. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

A l'Assemblée Générale de la société Bank Audi France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bank Audi France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion*— Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— *Risque de crédit dépréciation des créances douteuses et risque pays Liban*

Risque identifié	Notre réponse
<p>Une part importante du bilan de la société est constituée de créances envers la clientèle. La banque comptabilise, au titre du risque de crédit de son portefeuille clients, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.</p> <p>Au 31 décembre 2023, les créances envers la clientèle s'élèvent en valeurs nettes à million d'euros 330,2 au regard d'un total bilan de million d'euros 1 115,9. Le portefeuille de créances douteuses de la banque s'élève à million d'euros 20,2 au 31 décembre 2023 et celles-ci sont dépréciées à hauteur de million d'euros 16,2. Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement des sommes en capital dues par les clients. Le nombre de dossiers dépréciés est relativement faible et se limite à quelques dossiers faisant l'objet d'un suivi spécifique de la direction de la banque.</p> <p>Par ailleurs, une part significative des créances provient de clients résidant dans des zones géographiques hors OCDE et plus particulièrement au Liban, où la situation géopolitique engendre un risque dans la détermination des dépréciations qui résultent notamment de l'appréciation des valeurs données en garantie.</p> <p>Nous avons identifié l'estimation du risque de crédit sur les créances dépréciées ainsi que l'estimation du risque pays Liban comme un point clé de l'audit compte tenu de la part de jugement de la direction dans le processus d'estimation des dépréciations nécessaires au titre du risque de crédit et du risque pays Liban.</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction pour identifier les créances à déprécier et évaluer le montant des dépréciations enregistrées.</p> <p>Nous avons examiné les procédures de contrôle interne mises en œuvre par la banque tout au long du processus pour la revue annuelle du portefeuille de créances, la mise à jour des notations de crédit, l'identification des encours sous surveillance (« Watch List »), l'évaluation des dépréciations et les rapprochements comptabilité/gestion.</p> <p>Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés de la banque en charge du suivi des créances sous surveillance ou dépréciées.</p> <p>S'agissant des dépréciations calculées sur les créances douteuses, nous avons examiné les estimations retenues pour les contreparties dépréciées en examinant certains dossiers de crédit et les éléments sous-tendant les principales hypothèses retenues pour apprécier les flux de recouvrements attendus notamment au regard de la valorisation des collatéraux et garanties constituées au bénéfice de la banque.</p> <p>Par ailleurs, s'agissant de la provision risque pays Liban comptabilisée par la banque nous avons examiné :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la détermination des encours éligibles à la provision risque pays Liban ; – les estimations réalisées par la direction afin de déterminer le montant de la provision à comptabiliser.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, la société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

— Rapport sur le gouvernement d'entreprise : Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

— Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bank Audi France par votre assemblée générale du 31 mars 2005 pour le cabinet DENJEAN & ASSOCIES et du 28 novembre 2000 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2023, le cabinet DENJEAN & ASSOCIES était dans la dix-neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la vingt-quatrième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

— Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 12 mars 2024.

Les Commissaires aux comptes :

Denjean et Associates :
Céline KIEN ;

Ernst & Young Audit :
Matthieu PRECHOUX.

C. — Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées.

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée générale de la société Bank Audi France,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris et Paris-La Défense, le 11 mars 2024.

Les Commissaires aux comptes :

Denjean et Associates :
Céline KIEN ;

Ernst & Young Audit :
Matthieu PRECHOUX.

D. — Le rapport de gestion

Le rapport de gestion et le rapport sur le gouvernement d'entreprise peuvent être obtenus à l'adresse suivante : Bank Audi France, Service juridique - 73 avenue des Champs Élysées – 75008 Paris.